



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe Territoriale

Arrêté du **04 JUIN 2026** portant prescriptions complémentaires à la société
LES LIANTS ROUTIERS DE LA BAIE DE SEINE relatives à l'exploitation d'une installation de
production de liants routiers spéciaux

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret du Président de la République du 2 décembre 2024 portant nomination de M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ; sous-préfet de Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 1989 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 août 1993 et du 27 juin 2013 autorisant et réglementant les activités exercées par la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA BAIE DE SEINE sur la commune de Port-Jérôme-sur-Seine ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 mars 2021 relatif à la visite d'inspection du 15 février 2021 portant sur les conditions d'exploitation du site ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mars 2026 relatif à la visite d'inspection du 5 mars 2026 dans le cadre d'une action régionale portant sur la disponibilité des moyens en eau incendie ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 22 novembre 2022 portant à la connaissance de l'inspection des installations classées la mise à l'arrêt de la tour aéroréfrigérante classée sous la rubrique n° 2921 ;
- Vu le courrier de l'exploitant en date du 29 avril 2024 proposant une mise à jour de ses rubriques relatives à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la modernisation du réseau des robinets d'incendie armés du site ;

- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 8 avril 2026 ;
Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

que la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA BAIE DE SEINE exploite sur le territoire de la commune de Port-Jérôme-sur-Seine des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées ;

que la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA BAIE DE SEINE a fait évoluer en fin d'année 2020 ses moyens relatifs à la défense extérieure contre l'incendie, en mettant en place une réserve incendie constituée d'une bâche souple de 120 m³, suite à l'indisponibilité définitive de la canalisation alimentant les trois poteaux incendie prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2013 ;

que cette réserve incendie de 120 m³ a fait l'objet d'une réception conforme par le service départemental d'incendie et de secours le 6 mai 2021 ;

que l'exploitant a mis en place en 2024 sur son site un réseau de onze postes incendie additivés en remplacement des robinets d'incendie armés présents ;

que ce réseau de postes d'incendie additivés a fait l'objet d'une déclaration de conformité au référentiel APSAD R5 par l'installateur en date du 27 février 2024 ;

que lors de la visite d'inspection du 5 mars 2026, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de la réserve incendie et des postes incendie additivés ;

que les modifications présentées dans ce cadre ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

qu'une modification des prescriptions réglementaires actuelles doit être réalisée du fait des modifications apportées par l'exploitant, de la situation administrative de l'unité au regard de la dernière visite d'inspection et de l'évolution de la nomenclature des installations classées ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA BAIE DE SEINE sise à Port-Jérôme-sur-Seine, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société LES LIANTS ROUTIERS DE LA BAIE DE SEINE, dont le siège social est situé Porte Saint-George 76170 Port-Jérôme-sur-Seine, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site de Port-Jérôme-sur-Seine.

ARTICLE 2 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Port-Jérôme-sur-Seine, et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Port-Jérôme-sur-Seine pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Port-Jérôme-sur-Seine fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement
 - la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de Port-Jérôme-sur-Seine, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

04 JUIN 2020

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du 04 JUIN 2026

Société LES LIANTS ROUTIERS DE LA BAIE DE SEINE à Port-Jérôme-sur-Seine

ANNEXE 1

Article 1 : Actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2013 sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté complémentaire.

Article 2 : Nomenclature

La liste des installations figurant à l'article I de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 août 1993 est modifiée comme suit :

N° rubrique	Régime de classement	Désignation de la rubrique	Volume d'activité
4801-1	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	12 cuves de bitume et 5 cuves d'émulsion d'une capacité totale de 1100 tonnes
1434-1b	DC	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h	Débit de 20 m ³ /heure
2661-1c	D	Transformation de polymères 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Quantité traitée : 8 tonnes/jour
2662-2	D	Stockage de polymères Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Quantité maximale stockée : 250 m ³
2915-2	D	Procédés de chauffage 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans	Température de chauffe : 220 °C maximum Point éclair de l'huile :

		l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l :	247 °C Quantité du liquide caloporteur : 15 000 litres
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Quantité maximale présente dans l'installation : 40 tonnes (amines, dope)
4734-2c	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Quantité totale présente dans les installations : 20 m ³ de fuel et 60 m ³ de Greenflux, soit 70 tonnes

Tableau 1 : liste des rubriques A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration) , DC (déclaration avec contrôle périodique)

Article 3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09 août 1993, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 août 1989 et du présent arrêté préfectoral complémentaire s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les installations relevant des rubriques listées dans le tableau ci-dessus sont aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées dans les arrêtés ministériels correspondants, sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.

Article 4 : Défense intérieure contre l'incendie

L'article II.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 03 août 1989 est complété par la disposition suivante :

L'exploitant dispose de 11 postes d'incendie additivés (PIA) dans les bâtiments de production et de stockage. Chaque poste est associé à une réserve d'émulseur sans fluor de 120 litres.

Article 5 : Défense extérieure contre l'incendie

L'article II.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 03 août 1989 est remplacé par le suivant :

La défense contre l'incendie doit être composée au minimum d'une réserve de 120 m³ constituée par une bâche souple positionnée à l'entrée du site et avec un poteau d'aspiration accessible à l'extérieur de la clôture.

Cette réserve est située à moins de 100 mètres de chaque bâtiment du site.

La bâche souple est contrôlée à intervalles réguliers et au minimum une fois par an avec vérification du niveau d'eau. L'accès pour les secours extérieurs à cette bâche souple est maintenu libre et dégagé en permanence.

Article 6 : Substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le Code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur doivent être constamment tenus à jour.

Cet inventaire doit être tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Article 7 : Conditions de stockage du soufre

Le soufre doit être stocké dans une cellule spécifique coupe-feu et isolée des produits inflammables.

Article 8 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

8.1 Dispositions générales

8.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

8.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du titre VII, livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement et des textes pris pour son application).

8.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.1.4 Mesure de niveau sonore

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées tous les trois ans. Ces mesures doivent se faire aux emplacements définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, des valeurs en limite de propriété et dans les conditions représentatives du fonctionnement des activités, en différente période de la journée.

La mesure du niveau sonore est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.2 Niveaux acoustiques - Valeurs Limites

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)